

**Union européenne - Allemagne -
Migrations - Consultations
citoyennes - Entretien de Mme
Nathalie Loiseau, ministre chargé
des affaires européennes et de M.
Michael Roth, ministre adjoint aux
affaires étrangères d'Allemagne,
avec le quotidien "Le Figaro"**
(Paris, 20 mars 2018)

Q - Macron et Merkel veulent travailler "main dans la main" à la refondation de l'Europe. Comment dépasser leurs divergences?

Nathalie Loiseau - Il y a surtout énormément de points de convergence. Sur l'attitude à avoir vis-à-vis des grands acteurs du numérique, sur la convergence fiscale et sociale, sur la directive travailleurs détachés, sur les flux migratoires... Il y a beaucoup de sujets sur lesquels nous sommes très proches. Quant à la zone euro, le contrat de coalition du gouvernement allemand affirme la nécessité de la réformer pour la renforcer. Nous travaillons à une position commune pour le sommet européen de juin.

Michael Roth - Je ne partage absolument pas votre scepticisme sur la capacité de l'Allemagne et de la France à travailler ensemble. Bien sûr, la formation de notre coalition de gouvernement a été très compliquée et a pris beaucoup de temps mais c'est la démocratie... La grande coalition est désormais légitime, acceptée par tous et nous sommes tenus d'obtenir des résultats. Le succès de l'Europe sera notre critère de réussite. Première étape, essentielle : la France et l'Allemagne doivent se mettre d'accord sur des objectifs communs. Que voulons-nous réellement réaliser ? Dans la zone euro, nous avons avant tout besoin de plus de convergence. Les déséquilibres économiques et sociaux sont trop importants. Nous avons donc besoin d'une coordination plus contraignante de nos politiques.

Q - Comment convaincre les pays d'Europe de l'Est d'accueillir plus d'immigrés?

Michael Roth - Nous avons déjà obtenu beaucoup de choses. Il y a deux ans, nous n'avions pas de stratégie commune pour lutter contre les causes de l'immigration. Mais nous n'avons pas assez fait preuve de solidarité envers les pays qui ont des frontières extérieures. Il y a maintenant un consensus sur la protection commune des frontières de l'UE et sur nos standards humanitaires. Et il ne s'agit pas seulement de l'accueil des réfugiés mais d'une vision culturelle de l'Europe. Si un chef de gouvernement rejette les réfugiés uniquement en fonction de leur foi musulmane, alors c'est une violation des principes fondamentaux européens. L'Europe ne repose ni sur une religion ni sur une culture ou une identité homogène, mais sur des valeurs que nous partageons.

Nathalie Loiseau - Sur la question migratoire, les positions françaises et allemandes sont extrêmement proches. D'ailleurs, le projet de loi français Asile et immigration s'inspire beaucoup de l'expérience allemande. En matière d'intégration des réfugiés, nous avons mis en place un Haut Conseil franco-allemand à l'intégration pour bâtir sur les bonnes pratiques de chacun des deux pays. Sur l'accueil des demandeurs d'asile, la France et l'Allemagne sont attachées à la pleine mise en oeuvre du principe de solidarité entre tous les Etats membres de l'UE en cas d'afflux massif de migrants.

Q - Comment ne pas apparaître en donneur de leçon sur l'immigration vis-à-vis des autres pays de l'UE?

Michael Roth - Il ne s'agit pas tant de la question des réfugiés que du projet de société que représente l'Europe. Et là, il n'y a aucune marge de manoeuvre. Car le projet européen se fonde sur des valeurs que tout le monde doit respecter. Ce n'est pas là une interprétation allemande, ce sont juste les traités. Cela dit, il faut savoir faire son autocritique et reconnaître qu'en France comme en Allemagne, l'intégration n'a pas toujours bien fonctionné.

Nathalie Loiseau - L'UE, ça n'est pas seulement un marché unique ou un carnet de chèques. C'est une union de valeurs inscrites dans les traités. C'est vrai pour tous les Etats membres. Tous les pays ont fait le choix de rejoindre la construction européenne parce qu'ils voulaient plus de liberté, plus de démocratie, plus de respect de l'Etat de droit. De ce point de vue, il n'y a aucune raison aujourd'hui de faire une Europe différenciée. Il est pour nous très clair qu'il n'est pas possible de solliciter des fonds européens si on ne respecte pas l'Etat de droit. Et cela s'applique à tout le monde.

Q - Pourquoi organiser des consultations citoyennes plutôt qu'un référendum?

Nathalie Loiseau - Le principe du référendum c'est que ce sont les dirigeants politiques qui prennent une décision avant de demander aux populations de la valider en répondant à une question par "oui" ou par "non". C'est une manière étroite et simpliste de traiter de problèmes vastes et complexes. On souhaite inverser la logique, partir du terrain, de la société et écouter ses propositions sur les grandes politiques publiques traitées par l'UE. Nous nous engageons à ce que les chefs d'Etat et de gouvernement s'appuient sur la richesse des propositions qui émaneront des consultations citoyennes pour travailler à la réforme de l'UE.

Q - Le rapport de force a-t-il évolué au sein du couple franco-allemand?

Nathalie Loiseau - Personne ne cherche un leadership national. Il n'y a pas un patron unique en Europe. Il y a une Europe qui doit être unie, plus forte, plus souveraine, plus démocratique. Pour avancer en Europe, le moteur franco-allemand doit être pleinement fonctionnel.

Michael Roth - La France et l'Allemagne ont une responsabilité particulière. Si nous ne donnons pas l'élan nécessaire, il ne se passera rien et l'Europe n'ira pas de l'avant./.